

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 367/00

ÉFAI – 000770 – AFR 34/004/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

LIBÉRIA

Conmany Wesseh

Amos Sawyer

d'autres membres du *Centre for Democratic Empowerment* (CEDE, Centre pour la participation démocratique)

Londres, le 1^{er} décembre 2000

Un militant en faveur de la démocratie, qui travaille pour un réseau de surveillance spécialisé dans les armes légères dont Amnesty International fait partie, a été poignardé et plusieurs autres personnes ont été agressées au cours d'une attaque lancée contre leurs bureaux. Il semble que cette opération ait été menée par d'anciens combattants, peut-être soutenus par les autorités libériennes, en vue d'empêcher ces militants de mener campagne en faveur de la démocratie et contre les troupes armées. Le 28 novembre, quelque 70 hommes armés de couteaux, de marteaux et de bâtons ont pris d'assaut les locaux du *Centre for Democratic Empowerment* (CEDE, Centre pour la participation démocratique), une organisation à la pointe du combat mené en faveur de la démocratie au Libéria. Ils ont détruit des ordinateurs et du mobilier de bureau, poignardé Conmany Wesseh, directeur exécutif du CEDE, et ont agressé d'autres membres de cette organisation, dont Amos Sawyer, président du CEDE et ancien président par intérim du Libéria. Conmany Wesseh, Amos Sawyer et huit autres membres du CEDE ont dû être hospitalisés. D'après les informations recueillies, la police a arrêté un certain nombre des responsables de cette attaque et les autorités ont déploré ces événements. Il semblerait toutefois qu'au moins un des assaillants appréhendés soit un haut gradé des forces armées libériennes. Certains observateurs craignent que cette attaque n'ait été lancée avec le soutien des autorités et que les responsables ne soient pas traduits en justice. Pour l'heure, Amnesty International ignore si les personnes arrêtées ont été relâchées. Le domicile de la famille de Conmany Wesseh avait été attaqué et saccagé en 1999, et sa femme et ses enfants avaient été menacés de mort. À l'époque, les individus soupçonnés de ces violences avaient été appréhendés mais relâchés par la suite sans inculpation, alors qu'ils avaient été recueillis des éléments de preuve.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Conmany Wesseh fait partie du comité du Réseau d'Action International sur les Armes Légères (RAIAL), une organisation non gouvernementale (ONG) dont Amnesty International est un des membres fondateurs. Cet homme, qui défend haut et fort les valeurs démocratiques, milite activement contre la prolifération des armes légères au Libéria et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest.

L'attaque du 28 novembre a fait suite à une réunion d'ONG libériennes organisée sous l'égide du CEDE, au terme de laquelle la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été appelée publiquement à prendre des mesures afin de faire appliquer les dispositions de la Déclaration de moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest, qu'elle a adoptée en 1998 (ce moratoire doit expirer au mois d'octobre 2001). Au cours de cette réunion, Conmany Wesseh a informé les participants de ses activités régionales et internationales, et évoqué son projet de création d'un Réseau d'Action en Afrique de l'Ouest, destiné à lutter contre la prolifération des armes légères.

ACTION RECOMMANDÉE : fax / lettre exprès / lettre par avion (en anglais ou dans votre propre langue) :

— dites-vous préoccupé par le fait que Conmany Wesseh, Amos Sawyer et d'autres membres du *Centre for Democratic Empowerment* (CEDE, Centre pour la participation démocratique) ont été agressés par des anciens combattants présumés, et exhortez les autorités à garantir leur sécurité et à prendre immédiatement des mesures pour empêcher toute nouvelle attaque ;

— réjouissez-vous d'apprendre que la police a arrêté certains des agresseurs présumés et demandez instamment que soit menée dans les plus brefs délais une enquête indépendante et impartiale sur cette attaque, afin que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Remarque : étant donné les limites du système libérien de télécommunications, veuillez ne pas envoyer par fax plus de 10 appels par section.

Président de la République :

His Excellency Mr Charles Taylor
Office of the President
Executive Mansion
PO Box 9001, Capitol Hill
Monrovia, Libéria

Fax : + 231 228 026 / 226 544

Formule d'appel : *Dear President Taylor,* / Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Justice :

Mr Eddington Varmah
Ministry of Justice
Ashmun St, PO Box 9006
Monrovia, Libéria

Fax : + 231 227 872

Formule d'appel : *Dear Mr Varmah,* / Monsieur le Ministre,

Directeur de la police nationale :

Paul Mulbah
National Police Force
National Police Headquarters
Monrovia, Libéria

Formule d'appel : *Dear Mr Mulbah,* / Monsieur le Directeur,

COPIES À :

Journal :

The Inquirer
PO Box 3600
Monrovia 10, Libéria

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Libéria dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 11 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT TOUJOURS INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*